PAS TOUCHE AUX SUBVENTIONS DES PRODUITS DE PREMIÈRE NÉCESSITÉ!

TEBBOUNE VEUT ASSOCIER LES DIRIGEANTS SYNDICAUX À LA COMMISSION DE LIQUIDATION DE CES SUBVENTIONS :

IL FAUT IMPOSER AUX DIRIGEANTS SYNDICAUX :

NE PARTICIPEZ PAS À CETTE COMMISSION, VÉRITABLE COMMISSION DE LA FAMINE!

Dans la continuité de sa soumission aux puissances impérialistes et fidèle aux directives du FMI et de la Banque mondiale, le régime passe à l'acte.

Mardi 18 mai 2022, Tebboune a installé sa commission nationale pour appliquer la liquidation des subventions de l'État aux produits de première nécessité. Cet acte historique et criminel pour la majorité écrasante du peuple avait été inscrit dans la loi des finances 2022 adoptée par le gouvernement et ses assemblées croupions.

Le journal patenté du patronat algérien *« l'Expression »* du 18 mai 2022 dans un article intitulé **Révision du système des subventions sociales, Tebboune à la manœuvre,** donne quelques précisions.

On relève entre autres :

Qu'il (…) *sera surtout question de toucher à un édifice qui a joué un rôle prépondérant pour assurer la justice sociale, un trait de caractère particulier à la République. Une soupape de sécurité conçue pour assurer aux revenus les plus modestes l'accès aux produits de première nécessité à des prix abordables (pain, lait...).*

On y apprend que cette commission (…) *regroupera des représentants de «l'Assemblée populaire nationale (APN), du Conseil de la nation, des syndicats, des partis politiques ainsi que toutes les forces vives du pays qui émettront leurs avis sur cette question de manière organisée»,(…) Les syndicats, les formations politiques, les associations ont été contactés par les services de la présidence de la République pour désigner leurs représentants. La rencontre se tiendra, ce 18 mai 2022, au Club des pins. Elle sera présidée par le premier magistrat du pays*.(…) *11 produits seraient concernés par le démantèlement progressif des subventions, dont l'électricité, le gaz, les carburants, l'eau, l'huile de table.* (…)

La mise en œuvre de cette mesure constituerait un cataclysme pour l'ensemble du prolétariat d'Algérie.

La suppression du subventionnement des produits de première nécessité intervient dans un contexte mondial dramatique pour les masses . Le prix des céréales - en particulier du

blé - bat les records et a plus que doublé en un an. La guerre entre puissances impérialistes en Ukraine aboutit au blocage des exportations des céréales russes et ukrainiennes du fait de la paralysie des ports de la Mer Noire (à la fois à cause de mines russes et du blocage par la Turquie du détroit du Bosphore). Un certain nombre de pays ont bloqué leurs exportations, ajoutant à la pénurie. A cela il faut ajouter la spéculation effrénée à la hausse des prix, la multiplication par trois du prix des engrais, suite aux accords de cartels des magnats de l'industrie chimique, etc. Ainsi les grands groupes capitalistes, la guerre, résultat inévitable de l'impérialisme et des conflits de ses différentes puissances, affament les peuples.

Or, c'est précisément à ce moment que Tebboune et sa bande décident de la mise en application de la disposition scélérate de la loi de finance, montrant d'une part leur degré de soumission aux puissances capitalistes et à la bourgeoisie, et leur détermination à faire payer aux travailleurs et à la jeunesse les conséquences de la crise mondiale du capitalisme.

Et le régime essaie d'avancer d'autant plus vite qu'il veut en faire une opportunité pour prendre sa revanche contre les masses, qui avaient dévoilé sa nature au grand jour tout au long du Hirak en 2019.

Mais la remise en cause de cet acquis fondamental de la Révolution Algérienne, ne sera rendue possible que si les dirigeants des organisations syndicales persistent à vouloir s'en faire d'actifs complices.

Animés par des intérêts autres que ceux des travailleurs qu'ils sont sensés défendre, les dirigeants des organisations syndicales, de l'UGTA tout comme ceux du CSA participent activement à la mise en œuvre de la politique anti-ouvrière du gouvernement de Tebboune. C'est tout le contenu du « dialogue social »et de la concertation.

La direction de l'UGTA fidèle à elle-même a immédiatement répondu présent à la proposition de Tebboune.

Quant à la direction de CSA, après avoir méthodiquement mis un terme à la grève de la fonction publique et aux aspirations qui s'y sont exprimées, elle a décidé de mettre en place une sorte d'armistice, de trêve sociale avec le pouvoir pour plusieurs mois. A travers cette décision, elle indique clairement qu'elle se dispose à participer sans réserve aux travaux de cette commission de la famine.

L'objectif de cette commission vise à appliquer les mesures anti-ouvrières au profit du capital en associant les représentants des travailleurs à travers des réformes tout en contrôlant les mouvements sociaux qui pourraient en découler. Ce « contrôle » est confié aux dirigeants des organisations syndicales et le cas échéant au *« professionnalisme, l'impartialité et des forces de sécurité »* comme l'a souligné à propos de la Tunisie, un responsable du FBI membre d'une délégation du Secrétariat d'Etat américain en visite dans ce pays au courant de ce mois de mai. Il est à relever, que Tebboune y a fait une visite de soutien à son collègue Kaïs Saïed. Ce dernier a visiblement de la peine à réaliser un consensus national autour de lui. L'UGTT, probablement soumise à la pression de sa base ouvrière, a été contrainte d'annoncer sa non-participation à la concertation sur l'élaboration d'une nouvelle constitution qui donnerait pratiquement tous les pouvoirs au Bonaparte Kaïs Saïed.

En effet, à l'issue d'une réunion de son instance dirigeante, l'UGTT a annoncé qu'elle boycottait le processus qui, selon elle, vise à *« cautionner des conclusions décidées unilatéralement à l'avance et les faire passer par la force comme faits accomplis »,* comme l' a expressément déclaré son secrétaire général Noureddine Taboubi. Le syndicat

a également appelé à la grève dans le secteur public, dans un pays qui compte quelques 650.000 fonctionnaires pour 12 millions d'habitants.

En réalité, sans réellement couper les ponts avec le gouvernement tunisien, la direction de l'UGTT se voit contrainte à cette étape d'annoncer qu'elle boycotte le processus, et d'en appeler à la mobilisation d'une partie du prolétariat.

Il y a là des enseignements précieux à en tirer pour l'ensemble du prolétariat du Maghreb et singulièrement pour celui d'Algérie :

1. Premièrement, les dirigeants syndicaux sont dans l'obligation de tenir compte de la puissance de la classe ouvrière qui n'est pas disposée à accepter sans combattre les plans meurtriers mis en œuvre dans le cadre de la crise du capitalisme.
2. Deuxièmement qu'il est non seulement nécessaire mais surtout possible d' interdire à l'appareil dirigeant des syndicats d'aller jusqu'au bout dans la collaboration avec le pouvoir.
3. Par ailleurs le combat pour la rupture des dirigeants syndicaux avec les régimes corrompus peut nourrir les ferments du dégagement d'une avant-garde, combattant pour un parti ouvrier indépendant du pouvoir et de la bourgeoisie, et représentant les intérêts exclusifs du prolétariat et de la jeunesse.

En Algérie, Tebboune-Chanegriha, ne cessent d'appeler à la réalisation du « front intérieur », et il faut le remarquer : c'est sous cette bannière que Louisa Hanoune (dirigeante du parti des travailleurs) s'est rangée, en annonçant participer à la Commission de destruction des subventions, couvrant ainsi politiquement et médiatiquement la participation des dirigeants syndicaux à cet acte criminel. Non seulement Louisa Hanoune tourne le dos à la perspective de la construction d'un authentique parti ouvrier, mais pire encore, elle se dresse ouvertement contre cette perspective. Ce n'est pas une simple capitulation devant le régime, c'est purement et simplement une trahison des travailleurs.

Pour la défense de leurs conditions élémentaires d'existence, et pour ouvrir une voie au combat pour en finir avec le régime, les travailleurs devront imposer aux directions syndicales, à l'ensemble des organisations qui se réclament du mouvement ouvrier qu'elles reprennent à leur compte le mot d'ordre :

- **PAS TOUCHE AUX SUBVENTIONS DE L'ÉTAT AUX PRODUITS DE PREMIÈRE NÉCESSITÉ ET DE GRANDE CONSOMMATION !**

Ils devront imposer

- **DIRIGEANTS DES ORGANISATIONS SYNDICALES OUVRIÈRES, REFUSEZ DE PARTICIPER À LA COMMISSION DE LIQUIDATION DES SUBVENTIONS, LA COMMISSION DE LA FAMINE!**

Les militants regroupés autour de Maghreb socialiste n'ont pas d'autres intérêts que ceux des masses en lutte contre le régime. C' est pourquoi, ils militent :

- *Pour la chute du régime, la satisfaction de toutes les revendications démocratiques En particulier l'élection d'une assemblée nationale souveraine*
- *Pour la satisfaction des revendications ouvrières, ce que seule permettra la constitution d'un véritable gouvernement ouvrier, en en finissant avec la domination impérialiste, expropriant les grands groupes capitalistes, organisant la*

production en fonction du besoin des masses

- *Immédiatement, pour l'unité des rangs ouvriers, le front unique des organisations syndicales ouvrières ouvrant sur la constitution d'une centrale ouvrière unique indépendante de l'état et de la bourgeoisie, et démocratique*

- *Pour la constitution d'un véritable parti ouvrier*

Les travailleurs et jeunes qui partagent ces objectifs ou qui veulent en discuter sont invités à prendre contact: maghrebsocialiste@free.fr

Alger, le 5 juin 2022